

Approche spécialisée d'alphabétisation élargie à une pratique sociale dans un contexte de développement local

Une expérience avec les femmes de la Région des Savanes du nord de la Côte d'Ivoire

Denise TENIN SANOU – Côte d'Ivoire

Résumé :

L'aventure de la mondialisation dans laquelle les nations contemporaines sont embarquées paraît beaucoup plus exigeante pour l'Afrique dont l'investissement effectif dans l'histoire du monde appelle à une démarche critique préalable. Face aux nombreux défis du millénaire, il s'agit pour elle d'asseoir sa personnalité sociale, de bien fonder sa modernité sur ses propres valeurs porteuses d'avenir et de revivifier son rôle créatif dans l'enfantement d'une nouvelle ère.

Cette exigence passe nécessairement par la réhabilitation des ressources humaines continuellement fragilisées, et par le rétablissement des processus éducatifs et de formation. En effet, le fléchissement actuel des institutions scolaires, les crises socio politiques et les maladies obligent à redéfinir des objectifs tant au niveau familial que social.

C'est un engagement impératif qui devrait être présidé par des changements majeurs d'orientations et d'attitudes de la part des différents acteurs de l'éducation, de la formation et du développement ; ceci est particulièrement vrai pour les pays d'Afrique subsaharienne, où l'« offre éducative exogène et la plupart des systèmes de formation ont du mal à s'intégrer dans une dynamique de développement local endogène, que portent les populations concernées en premier chef par le progrès économique, social et culturel. Certains historiens expliquent en partie, cette difficulté des africains à se définir par le fait que «*le développement importé a durablement anesthésié la capacité des africains à reproduire la société ancienne et à produire une société novatrice*», une carence qui va être favorisée par l'absence de "*système d'auto reproduction collective autonome*", alors que l'Afrique était productrice d'éducation et de système d'enseignement bien avant les autres continents.

Introduction

Comme la plupart des pays colonisés, la Côte d'Ivoire a bénéficié d'un système éducatif hérité de la France. Dans la partie sud du pays, l'école s'est vite développée avec l'appui des premiers missionnaires qui ont installé les premiers établissements scolaires en collaboration avec les colonisateurs, intéressés eux, par les richesses locales. Cela n'a pas été le cas au Nord du pays. Cette région des Savanes disposant de très peu de produits de rente et déjà sous influence islamique, connaît l'émergence des écoles coraniques.

Evoquer la question des personnes non alphabétisées ou illettrées, c'est d'abord identifier les tenants et les aboutissants de cette problématique. Ce qui exige d'une part, de comprendre la genèse et l'évolution du système éducatif scolaire, d'analyser les attentes qu'il a fait naître et les réponses qui ont été données au fil des

années et, d'autre part, de saisir la nature de la demande sociale en matière d'éducation et les spécificités du contexte dans lequel elle s'exprime, au plan spirituel, socio économique, politique et culturel.

Fort de cet éclairage, des pistes d'actions peuvent être engagées de l'intérieur et contribuer valablement et durablement au progrès pour tous et au bien être pour chacun.

I Contexte et problématique

De façon globale, on peut dire que la scolarisation dans le Nord de la Côte d'Ivoire avant la crise socio politique éclatée en 2002, se pose en termes d'accès, de maintien, et de performance à l'école. Nous avons en aval, des parents issus d'un type d'éducation, basée essentiellement sur l'oralité. Ces derniers ne sont pas suffisamment armés pour accompagner les enfants qu'ils engagent dans l'aventure de l'éducation scolaire, établie sur une culture de « l'écrit ». En amont, selon les choix opérés par les familles, des enfants évoluent sous un ou plusieurs modèles éducatifs. Ceux-ci cohabitent, sans forcément s'articuler, donnant lieu à une cohorte d'enfants très peu scolarisés, mal scolarisés, ou pas du tout, qui constituent une population potentiellement illettrée et analphabète.

Depuis une décennie, la mobilisation d'acteurs au plan local, national et international, a permis une progression sensible des taux d'inscription, mais certains facteurs complexes et persistants empêchent d'atteindre les objectifs d'une éducation de base pour tous. Dans la région des Savanes, les taux d'analphabétisme masculin et féminin sont estimés respectivement à 60% et 80%.

L'illettrisme ne semble pas être abordé et traité de façon spécifique.

Cependant, l'utilisation de certains termes dans le discours public, tels que « les déscolarisés » peut y faire implicitement allusion. Dans ce cas, il faut aussi tenir compte du fait que certains jeunes en situation d'illettrisme, pour qui la déscolarisation intervient de façon précoce, retombent le plus souvent dans l'analphabétisme.

Dans la pratique, les dispositifs qui accueillent ces publics sont appelés « cours du soir » ou « cours d'alphabétisation ». Malgré un plaidoyer soutenu en faveur de l'alphabétisation des femmes et des actions engagées, principalement depuis une trentaine d'années par les opérateurs locaux, les résultats sont mitigés. En effet, les femmes restent minoritaires dans ces centres qui oeuvrent pour « lutter contre l'analphabétisme », bien qu'elles soient elles-mêmes souvent demandeurs de ces formations.

Cependant, au quotidien, elles sont très actives dans le domaine économique et par là contribuent au développement social et économique de leur milieu. Progressivement, elles parviennent à occuper un espace central dans le processus de développement local, qui exige de plus en plus de compétences de base, y compris celles de « lire et écrire ».

Il nous apparaît donc qu'aucun développement inscrit dans une perspective durable n'est envisageable sans la participation et l'implication réelle de ces femmes

dites « analphabètes » ou « illettrées ». Celles-ci constituent également la majorité vers laquelle s'orientent en réalité la plupart des projets de développement dans cette région.

Une telle situation ne peut se dénouer que par la reprise en main de ce secteur « marginal », qui incarne l'échec de la scolarisation proprement dite au départ, mais qui touche les problèmes de fond. L'expérience de recherche-action - formation menée avec les femmes vendeuses d'aliment en milieu scolaire de la commune de Korhogo montre que les problèmes que l'on a tendance à isoler et à traiter de façon spécialisée peuvent trouver des réponses durables dans une pratique sociale plus large.

II Une démarche globale: Posture et principes de base

Il s'agit pour nous de dépasser les discours et les postures habituelles, souvent parcellaires, de « lutte contre » une situation jugée négative, de la part des acteurs de l'éducation et de la formation des adultes en situation d'analphabétisme ou d'illettrisme.

Il ne s'agit plus, pour certains, d'apporter du savoir à des « pauvres » femmes alphabètes ou illettrées mais de créer ensemble une dynamique qui permette d'agir solidairement, pour réaliser un changement social positif dans un ensemble global et cohérent : « le développement pour la personne humaine et par la personne humaine ».

Il s'agit pour nous d' « agir localement, penser globalement ; penser localement, agir et relier globalement ».

Nous avons osé l'aventure de la construction de l'identité individuelle et collective avec ce public vulnérable, certes, mais capable de penser et d'agir. Tous engagés en tant qu'acteurs dans une démarche collective de recherche- action- formation qui:

- favorise la participation pleine et entière des groupes cibles;
- renforce la confiance en soi et l'estime de soi ;
- développe en chaque acteur ses ressources propres qui lui « apprennent à apprendre »;
- prend en compte les évolutions, s'approche de la réalité et demeure créative.

C'est le défi que cette formation organisée en direction des femmes Vendeuses d'aliment en milieu scolaire (VMS) de Korhogo tente de relever.

III Les caractéristiques de la formation

De quoi s'agit -il ? On peut en rendre compte selon les résultats de l'enquête réalisée à cet effet.

L'activité de vente d'aliments, aux abords ou dans l'enceinte des établissements scolaires dans la ville de Korhogo, est une activité génératrice de revenus, pratiquée

par les femmes urbaines depuis une trentaine d'années pour certaines d'entre elles. Si la pratique de cette activité en elle-même ne conduit pas à faire des bénéficiaires importants, elle permet d'assurer aux femmes des revenus permanents.

Pour 96% des femmes, c'est la principale source de revenus. Les ressources générées par l'activité permettent de faire face à leurs propres besoins, de prendre en charge ou participer aux frais de scolarité de leurs enfants. Il faut noter que 13% des femmes enquêtées par un système d'*auto-enquête* menée par les acteurs sont des veuves.

Durant plusieurs décennies, ces femmes ont joué un rôle important dans l'alimentation publique. Grâce à elles, les enfants qui ne peuvent pas prendre leur petit déjeuner chez eux, pour une raison quelconque, ont la possibilité d'acheter de quoi manger avant le début des classes, pendant la récréation ou à midi. Certains élèves évitent ainsi de refaire des distances à pied uniquement pour aller manger chez soi.

Depuis quelques années, certains établissements sont dotés de cantines scolaires. Ces derniers sont en nombre insuffisant et ne sont ouverts qu'à partir de midi. Dans tous les cas, l'apport de ces femmes reste un complément qui contribue au maintien de certains enfants à l'école.

IV Le processus de formation et les moments du cheminement

1 Une approche spécialisée

C'est à partir de 1997 que l'Animation urbaine de Korhogo (ANKO), dans le cadre de la mise en œuvre de son programme d'appui aux initiatives locales, propose aux femmes des quartiers populaires, menant une activité génératrice de revenus, des cours d'alphabétisation avec des thèmes fonctionnels.

Pendant 4 ans, une centaine de femmes, y compris certaines vendeuses d'aliments, ont pu bénéficier des rudiments de formation en nutrition, comptabilité simplifiée, hygiène etc...

En 2001, une épidémie de choléra sévit dans la région de Korhogo, et l'on fait état de 227 cas déclarés dont 31 décès. Face à la gravité de la situation, un arrêté municipal est pris interdisant toute vente d'aliments ou de boissons aux abords des établissements scolaires.

Les femmes ayant bénéficié de nos formations sont aussi touchées par la mesure les obligeant à interrompre leur activité pendant plusieurs semaines. La situation est mal vécue par les femmes qui ont suivi nos formations régulièrement. Elles reviennent vers nous, pour nous poser la question suivante : « *c'est quoi votre histoire de formation sans valeur?* »

Nous avons compris alors que nous devrions reconsidérer les formations en direction des femmes, dites analphabètes, tant au niveau de la forme que du fond: pourquoi n'auraient-elles pas accès à un parcours de formation sérieux ? Pourquoi

leur expérience ne pourrait t-elle pas être capitalisée et pensée dans un parcours de formation, valorisé et reconnu?

Nous n'avions pas d'autres choix que de considérer le problème dans toutes ses dimensions pour trouver une réponse adéquate à la question posée. Chacun devait monter en exigence, pour devenir force de proposition.

Nous nous sommes concertés en faisant preuve d'esprit civique, tout en s'engageant mutuellement à réfléchir ensemble sur la façon de s'y prendre pour mettre en place un processus de formation qui tienne compte de la réalité sociale des femmes ainsi révélée par la crise.

2 - Emergence d'une approche globale

*** Mise en place d'un comité de réflexion**

Composé des animateurs de l'ANKO et de quelques représentantes des Femmes

Objectifs

- Mener une auto évaluation des formations précédentes
- Identifier les acquis et les insuffisances
- Cibler les exigences du contexte (santé, économie, assainissement, cadre de vie ...)

- *Les nouvelles attentes

- *Les besoins à prendre en compte

- *L'avis des femmes sur la formation dont elles souhaiteraient bénéficier.

Pendant toutes les réunions, à aucun moment il n'a été mentionné par les femmes que le fait de ne pas être alphabétisé ou illettré constituait un problème majeur en quoi que ce soit. Nous avons donc décidé de renforcer cette confiance en elles-mêmes, sans faire de la situation d'analphabétisme et d'illettrisme « un handicap » ou un frein à la réflexion et à la construction collective de l'ingénierie à mettre en place.

3 Réalisation d'une enquête communautaire

Réalisée avec la participation de quelques femmes volontaires, l'enquête porte sur échantillon de 60 femmes. L'enquête révèle différents types de situation. 60% des femmes enquêtées déclarent ne savoir ni lire, ni écrire, dans aucune langue. 35% se déclarent déscolarisées et disent savoir « se débrouiller un peu pour lire et écrire ». 15% déclarent savoir écrire et lire et parler le français « sans problème ». Une seule déclare savoir lire et écrire en dioula (langue locale). Elles parlent toutes au moins deux langues ; le Sénoufo et le dioula, à 80% en plus d'une pratique sommaire du français.(langue officielle). Ce qui constitue une compétence à considérer dans l'ensemble du processus.

4 Identification des partenaires potentiels incontournables

Co construction d'une ingénierie avec les différents acteurs avec leurs rôles spécifiques et complémentaires.

- * Elaboration des contenus pédagogiques
- * Identification des formateurs/ trices maîtrisant au moins le Dioula et le français
- * Mise à contribution du matériel pédagogique d'un groupe de recherche et d'appui à l'auto promotion des populations (le plus adapté à notre cas)

5 Planification et réalisation de la formation

Un « *Projet pilote de Formation des VMS et des tuteurs de coopératives scolaires* » est réalisé sous forme de sessions de formation d'une semaine avec deux dispositions particulières.

*La délivrance d'une attestation de salubrité par l'institut d'hygiène publique et d'une carte de vendeuse agréée par la direction régionale de l'éducation nationale.

*Les femmes ayant acquis une identité collective et individuelle ont décidé de porter un tablier bleu comme tenue de travail.

V Impacts de la formation

Ce premier travail a débouché sur une suite en faisant apparaître d'autres champs d'investigation

1 Création d'un centre d'alphabétisation en langue locale

Après la formation, les femmes décident de créer un centre d'alphabétisation en dioula animée par l'une d'entre elles.

La démarche spontanée de créer un centre d'alphabétisation montre bien qu'il y a eu une prise de conscience par les initiatrices. Un temps de réconciliation pour certaines, avec elles-mêmes, était sans doute nécessaire par rapport à une histoire scolaire mal vécue.

Dans tous les cas, nous avons en face de nous des personnes prêtes à mettre à l'épreuve leur nouvelle identité, dans un nouvel apprentissage, s'autorisant à entrer dans une autre culture qui utilise le support « écrit » dans une langue de communication qui leur est familière.

2 Renforcement de capacité organisationnelle

Sur un effectif de 45 femmes, 30 d'entre elles s'organisent autour de trois groupes d'intérêt économique (G.I.E) de 10 membres chacun.

Les 3 G.I.E créent et adhèrent à une même association, l'Association des femmes vendeuses en milieu scolaire (A.F.V.M.S)

Elles pensent à diversifier leurs activités et évoquent l'intérêt d'accéder à un système de prêt pour effectuer des achats d'intrants en gros.

3 Evolution dans les rapports institutions et société civile

On constate:

- une fluidité dans les rapports entre les populations et notre institution: « comme si nous étions rapprochés les uns des autres ». Nous avons appris à faire confiance aux populations,

-une meilleure connaissance des institutions administratives, pour avoir travaillé ensemble pendant plusieurs mois : quelques barrières tombent,

-des rencontres directes des femmes avec l'autorité administrative et politique.

Invitées à participer au défilé officiel de l'indépendance en août 2002, les femmes se voient reconnues. Ce qui représente une importante valeur symbolique.

Un local administratif est affecté par les autorités communales à l'association pour la tenue des rencontres et des formations futures.

L'affluence au niveau de la demande est en nette croissance. 205 demandes de formation dans une démarche volontaire sont enregistrées au mois d'août 2002, ce qui montre que l'ensemble de la population se sent concerné par le changement social seulement six mois après la première formation.

CONCLUSION

La formation, mise en œuvre dans un esprit de recherche-action, se présente avant tout comme processus inscrit dans un développement global et intégré. Elle se situe également dans une perspective positive prenant en compte les différentes dimensions du problème, les aspirations de la personne en tant que finalité et agent central, participant à toutes les étapes de réflexion et de mise en œuvre du processus.

L'expérience a permis de mieux comprendre ce qui fait obstacle à une action réelle de promotion et d'insertion des destinataires, dans les représentations, les positions institutionnelles et sociales, les pratiques et les rêves des acteurs.

Les pistes de réflexion et d'actions de généralisation envisagées ont été malheureusement interrompues par la crise socio politique qui dure depuis le mois de septembre 2002.

Cependant, nous restons convaincus qu'une telle expérience, valorisée et consolidée, pourrait prendre plus d'ampleur, bien qu'elle se situe dans l'axe des réflexions professionnelles vécues. Il faut pour cela ajouter une vision stratégique en matière de politique d'accès des filles et des femmes illettrées à une éducation de base. Des actions de formation et d'accompagnement à partir de la pratique sociale et des itinéraires de parcours situés hors projet institutionnel doivent être engagées. La capitalisation de cette action, où la méthodologie initiale a pris la dimension d'une véritable pratique sociale, devrait pouvoir inspirer des projets de même orientation dans des contextes comparables qui sont nombreux en Afrique.

Denise TENIN SANOU - Côte d'Ivoire

Actuellement, directrice de l'ONG Animation urbaine Korhogo (ANKO).

Diplômée des Hautes Etudes des Pratiques Sociales de l'Université Paris III Sorbonne nouvelle. Elle a exercé différentes fonctions dont chef de projet de développement en milieu urbain (ANKO); Chef d'Antenne Régionale d'Alphabétisation ; Responsable Régionale Education de base /alphabétisation /Comité Régional d'Education de Base pour Tous et enseignante.

Elle est membre du forum Education Formation et Développement (EFED) à l'Institut International de Recherche et de Formation- Education et Développement IRFED de Paris et membre du groupe local de réflexion sur la promotion de la société civile en Afrique/ Côte d'Ivoire